

STÉPHANIE GINALSKI, SOCIOLOGUE ET HISTORIENNE

La persistance suisse d'un système coopératif

Le capitalisme familial en Suisse se caractérise durant la majeure partie du XX^e siècle par des mécanismes de coordination hors marché entre acteurs économiques et politiques.

La persistance du capitalisme familial en Suisse s'inscrit dans un système économique que l'on peut qualifier de coopératif et qui se caractérise, durant la majeure partie du siècle, par des mécanismes de coordination hors marché entre acteurs économiques et politiques. En effet, les grandes entreprises du secteur MEM sont fortement liées aux autres grandes firmes helvétiques par les membres de leurs conseils d'administration, qui exercent fréquemment un ou plusieurs mandats dans ces sociétés. Les entreprises familiales se retrouvent alors au cœur du système de coordination et de contrôle assuré par le réseau interfirmes, avec les principales banques du pays. De même, les banquiers et les dirigeants familiaux jouent un rôle

LES LIENS ENTRE
LES BANQUES
ET LES ENTREPRISES
INCITENT À PRIVILÉGIER
L'HYPOTHÈSE DE COHÉSION
DE CLASSE, PLUTÔT
QUE CELLE D'UN CONTRÔLE
EXERCÉ PAR L'UNE
OU L'AUTRE CATÉGORIE.

fondamental dans la cohésion de classe de l'élite économique étudiée dans cette recherche. Le gentlemen's agreement de 1961, conclu entre l'ASB et plusieurs grandes entreprises cotées en bourse, dans lequel les banques s'engagent à ne pas transférer les actions nominatives soumises à restriction à un nouvel actionnaire sans l'accord du conseil d'administration de l'entreprise, est très représentatif de ce système de coordination entre élites industrielles et bancaires. En outre, le fait que les liens entre les banques et les entreprises soient de nature réciproque nous incite à privilégier l'hypothèse de cohésion de classe, plutôt que celle d'un contrôle exercé par l'une ou l'autre catégorie. À titre d'exemple, on retrouve plusieurs membres de la famille Sulzer, à la tête de l'entreprise du même nom, au conseil d'administration de l'UBS au cours du siècle. Enfin, ce système de coordination et d'autorégulation mis en place par les élites économiques helvétiques est renforcé par deux éléments. Premièrement, l'intervention traditionnellement limitée de l'État dans la sphère économique ainsi que le faible degré d'organisation des employés contribuent à la grande marge de manoeuvre dont ces élites disposent pour s'organiser entre elles. Deuxièmement, l'élite industrielle et, partant, les dirigeants familiaux, jouissent d'un bon accès aux processus de décision politique, qui s'exerce par trois canaux. En effet, les dirigeants MEM sont fortement implantés dans les principales associations patronales, qui sont pour leur part très bien représentées dans les principaux lieux de décision politique. Par ailleurs, ces dirigeants exercent eux-mêmes

fréquemment des mandats dans ces lieux. Enfin, ils recrutent au sein de leurs conseils d'administration des personnes disposant d'une capacité d'action au niveau politique.

Ces mécanismes de coordination entre élites, au sein desquels les dirigeants familiaux exercent un poids considérable durant la majeure partie de la période considérée, sont cependant remis en question au cours des deux dernières décennies du siècle. On observe, pour commencer, le relatif déclin du contrôle familial dans les grandes entreprises MEM. Alors qu'il représente encore le mode de gouvernance dominant au début des années 1980, plusieurs entreprises sont par la suite marquées par une perte de contrôle des familles (Cortailod, Cossonay, Landis & Gyr, Sulzer et Von Moos). Cette évolution s'explique en partie par l'affirmation des mécanismes de marché dans le système helvétique de gouvernance d'entreprise.

En effet, Cortailod, Cossonay et Sulzer sont victimes des premières tentatives d'offres publiques d'achat hostiles de la part de financiers helvétiques dont l'objectif consiste clairement à accroître la valeur actionnariale des entreprises. Le facteur à l'origine de la disparition des deux autres entreprises, Landis & Gyr et Von Moos, réside plutôt dans la grave crise que traverse le secteur MEM à la fin du siècle. D'autres changements témoignent d'une transition partielle, à la fin du siècle, vers un mode de gouvernance prenant désormais plus en compte les intérêts des actionnaires minoritaires. Ainsi, une partie des entreprises simplifient la structure de leur capital ou renoncent aux restrictions de transfert appliquées aux actions nominatives. La différence entre les entreprises familiales et les firmes n'étant pas contrôlées par une famille est à cet égard frappante, puisque les premières continuent dans l'ensemble à avoir recours à ce type d'instruments, contrairement aux secondes. Plus précisément, si la plupart des firmes familiales renoncent aux restrictions de transfert, elles continuent d'émettre différentes catégories d'actions, ce qui permet aux familles de conserver le contrôle sur leur société sans forcément détenir la majorité du capital-actions. Cette observation montre que les firmes familiales ont été en mesure à la fois de s'adapter et de résister aux pressions induites par l'influence croissante de la valeur actionnariale. La persistance des familles dans le contrôle, et parfois la direction, de neuf firmes retenues dans le cadre de cette recherche à la fin du siècle nous permet ainsi de nuancer fortement l'hypothèse de l'avènement d'un capitalisme dit financier ou actionnarial et d'affirmer que le capitalisme familial reste également une forme de gouvernance importante. On observe, enfin, certaines



Dans «Du capitalisme familial au capitalisme financier» (Editions Alphil), Stéphanie Ginalski analyse l'évolution des modes de gouvernance des grandes entreprises suisses et, partant, celle des différentes formes de capitalisme au cours du XX^e siècle. Elle adopte une démarche pluridisciplinaire et fait appel, de façon novatrice, à différentes méthodes telles que l'analyse de réseau et la prosopographie. L'auteure montre que durant la majeure partie du XX^e siècle, la plupart des grandes entreprises sont restées en mains familiales, résistant à la révolution managériale. Si la fin du siècle est marquée par l'avènement d'un capitalisme dit financier, les familles n'ont de loin pas disparu du monde de la grande entreprise pour autant.

“
*Le déclin relatif
du capitalisme
familial érode
les mécanismes
de coordination
entre élites*
”

Stéphanie Ginalski a étudié la sociologie et l'histoire aux Universités de Lausanne et Genève. Elle a été doctorante dans un projet de recherche du FNS sur les élites suisses au XX^e siècle. Elle a dans ce cadre bénéficié d'une bourse de jeune chercheur FNS et effectué un séjour à l'Université Lumière Lyon 2 et à Paris Sciences Po. En 2012, elle a soutenu sa thèse, qui a reçu un prix de la faculté des Sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne. Son livre «Du capitalisme familial au capitalisme financier, le cas de l'industrie suisse des machines, de l'électrotechnique et de la métallurgie au XX^e siècle» en est issu. Elle est aujourd'hui maître-assistante à l'Université de Lausanne.

STEPHANIE GINALSKI
«Du capitalisme familial
au capitalisme financier»
Editions Alphil. 392 pages.



transformations profondes de la classe dirigeante du secteur MEM à la fin de la période considérée. Les entreprises de cette branche sont en effet marquées par une augmentation des étrangers assumant en leur sein une fonction dirigeante et, surtout, siégeant au conseil d'administra-

LA DIMINUTION
DE LA TRANSMISSION
FAMILIALE DES FONCTIONS
DE POUVOIR AU SEIN
DE L'ENTREPRISE SE FAIT
AINSI ESSENTIELLEMENT
AU PROFIT D'HOMMES ISSUS
D'AUTRES CATÉGORIES
SOCIALES PRIVILÉGIÉES.

tion. En outre, on constate un changement dans le profil de formation des dirigeants, qui se caractérise par l'importance croissante des études en business administration, typiquement anglo-saxonnes. Ces mutations contribuent à expliquer qu'une part de plus en plus importante des élites MEM se soit montrée réceptive aux principes de la valeur actionnariale. Elles ont par ailleurs un impact sur la structure de la classe dirigeante. Alors que celle-ci forme un groupe cohésif durant la majeure partie du siècle, elle représente à la fin de la période considérée une entité nettement plus fragmentée. L'évolution du réseau interfirmes, qui montre un très net déclin des interlocks à la fois comme mécanisme de coordination et lieu de sociabilité pour les élites MEM à la fin du siècle, témoigne clairement de ces changements.

Ce constat nous amène à conclure que le déclin relatif du capitalisme familial a contribué à l'érosion des mécanismes de coordination entre les élites MEM et à l'affaiblissement de leur cohésion de classe. Cette évolution correspond-elle à une démocratisation de l'accès aux positions de pouvoir dans l'entreprise? Plusieurs éléments, mis en évidence dans l'analyse sur le long terme du profil des dirigeants MEM, nous amènent à répondre par la négative. Rappelons en particulier deux permanences structurelles du profil des élites MEM: l'exclusion des femmes, renforcée par le rôle prépondérant joué par la détention d'un grade militaire pour accéder aux fonctions de pouvoir dans l'entreprise, et une origine sociale élevée. La diminution de la transmission familiale des fonctions de pouvoir au sein de l'entreprise se fait ainsi essentiellement au profit d'hommes issus d'autres catégories sociales privilégiées - le constat devant néanmoins être énoncé sous forme d'hypothèse en ce qui concerne l'origine sociale pour les années 2000, au vu des données manquantes. La relative ouverture de la classe capitaliste suisse à la fin du XX^e siècle a donc essentiellement profité aux étrangers. Au-delà des conclusions esquissées ci-dessus,

cette thèse ouvre plusieurs pistes de recherche qui dépassent les limites du cadre de ce travail. Quatre dimensions nous semblent spécialement dignes d'intérêt. La première consisterait à développer l'approche qualitative par une étude approfondie de quelques entreprises. À cet égard, le cas de Landis & Gyr nous paraît particulièrement prometteur. En effet, cette entreprise est marquée par la persistance des familles fondatrices durant la majeure partie du siècle, avant d'être rachetée en 1987 par l'entrepreneur Stephan Schmidheiny. Or, les archives de la firme ont récemment été confiées par les héritiers des fondateurs aux Archiv für Zeitgeschichte (AFZ) de l'EPFZ et sont désormais accessibles au public. Un travail en archives permettrait ainsi de mieux comprendre les mécanismes à l'origine de la persistance et du déclin des familles fondatrices dans l'entreprise au cours du siècle. Deuxièmement, il conviendrait de prolonger la dimension temporelle de notre analyse, en s'interrogeant sur la situation des entreprises retenues dans le cadre de cette recherche en 2010. Cette démarche permettrait notamment de répondre aux deux questions suivantes. Dans quelle mesure les mutations mises en évidence pour la fin du XX^e siècle - transition partielle vers un capitalisme de type financier, internationalisation croissante des dirigeants MEM et convergence de leur formation vers le système anglo-saxon - se sont-elles accentuées durant la dernière décennie? Et, parallèlement, dans quelle mesure les entreprises familiales ont-elles continué à s'adapter et à résister à l'avènement du capitalisme financier? L'évolution de la configuration du contrôle et de la direction au sein des neuf entreprises encore familiales en 2000 (Bobst, Bucher, Dätwyler, Metallwaren Zug, MF Bühler, Schindler, SIP, Unaxis et Zellweger Luwa) nous permet d'apporter quelques éléments de réponse. ■

TOP 5 DES VENTES ÉCONOMIE-FINANCE

PAYOT

Cinq meilleures ventes
de la semaine dernière
dans l'ensemble du réseau

1. **Jean-Claude Biver. L'homme qui a sauvé la montre mécanique**
G. Lelarge, J.-C. Biver
Eyrolles
2. **Le monde est clos et le désir infini**
Daniel Cohen
Albin Michel
3. **Mémoires de crise. Le patron de la FED raconte**
Ben S. Bernanke
Seuil
4. **Un autre monde est possible. Pour que ma fille croie encore à l'économie**
Yanis Varoufakis
Flammarion
5. **Les 5 clés pour gérer son temps**
Frédéric Dulieu
Dunod